



**Etablissement public du Mobilier national
– Musée national de céramique – Musée
national Adrien Dubouché –
Manufactures nationales de Sèvres, des
Gobelins, de Beauvais et de la
Savonnerie – Atelier de recherche et
création – Ateliers de dentelles d’Alençon
et du Puy-en-Velay
1 rue Berbier du Mets
75013 Paris**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

MAINTENANCE DES SYSTEMES D’ASPIRATION DES ATELIERS DE LA MANUFACTURE NATIONALE DE SEVRES

NUMERO : 2026-MAPA-02

Pouvoir adjudicateur :

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay
(Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national)
1 rue Barbier du Mets
75013 Paris

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le directeur délégué à l'administration de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Site :

Manufacture nationale de Sèvres

Comptable public assignataire des paiements :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte en application des articles L.2123-1 1° et R.2123-1° du code de la commande publique.

SOMMAIRE

1. ARTICLE 1 : IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES.....	5
1.1. Identification du pouvoir adjudicateur	5
1.2. Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national	5
1.3. Définition des termes.....	5
2. ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ	6
2.1. Objet du marché.....	6
2.2. Caractéristiques du marché.....	6
2.3. Allotissement du marché	6
2.4. Durée et reconductions des marchés	6
3. ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ	6
3.1. Forme de l'accord-cadre	6
3.2. Commande	7
3.3. Réalisation de prestations similaires	8
3.4. Langue.....	8
4. ARTICLE 4 : PROCEDURE.....	8
5. ARTICLE 5 : PIÈCES CONTRACTUELLES.....	8
6. ARTICLE 6 : MONTANT DU MARCHÉ ET PRIX.....	9
6.1. Montant du marché	9
6.2. Montant maximum.....	9
6.3. Contenu des prix	9
6.4. Variation des prix	10
6.5. Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).....	11
6.6. Monnaie	11
7. ARTICLE 7 : DÉLAI(S) D'EXÉCUTION	11
6.7. Délai(s) d'exécution des prestations.....	Erreur ! Signet non défini.
6.8. Prolongation du délai d'exécution.....	12
8. ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE	12
9. ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE.....	13
10. ARTICLE 10 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
10.1 Opérations de vérification.....	14
10.2 Admission, ajournement, réfaction ou rejet des prestations.....	14
11. ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES COMPTES.....	14
11.1. Modalités de règlement du prix.....	14
11.2. Demandes de paiement.....	14
11.3. Factures	15
11.4. Délais de paiement.....	15
11.5. Paiement en cas de sous-traitance.....	15
11.6. Paiement en cas de co-traitance.....	15

11.7.	Clause de financement et de sûreté.....	15
12.	ARTICLE 12 : CLAUSES DE REEXAMEN.....	16
12.1.	Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution ..	16
12.2.	Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	17
12.3.	Modification des installations	17
13.	ARTICLE 13 : PÉNALITÉS.....	17
13.1.	Pénalités.....	17
13.2.	Modalités de recouvrement des pénalités.....	20
14.	ARTICLE 14 : ASSURANCES.....	20
15.	ARTICLE 15 : REPARATION DES DOMMAGES.....	21
16.	ARTICLE 16 : RESILIATION	21
16.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général	21
16.2.	Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	21
16.3.	Résiliation pour évènements extérieurs au marché.....	22
16.4.	Clauses de sauvegarde	22
17.	ARTICLE 17 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	23
17.1.	Lutte contre le travail dissimulé.....	23
17.2.	Emplois de travailleurs étrangers.....	23
18.	ARTICLE 18 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	23
19.	ARTICLE 19 : LITIGES.....	24
20.	ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	25

1. ARTICLE 1 : IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES

1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour Mobilier national - Musée national de céramique - Musée national Adrien Dubouché - Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie - Atelier de recherche et de création - Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay et l'Ecole des arts textiles, ci-après, les « Manufactures nationales » ou « l'acheteur ».

Nom et adresse officiels de la personne publique :
Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national
1 rue Berbier du Mets - 75013 Paris
Téléphone : 01 44 08 52 00

1.2. Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1^{er} janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation des cultures matérielle et du geste ainsi que du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement et de l'Ecole des arts textiles déployée sur deux sites à Paris et à Lodève.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

1.3. Définition des termes

Il est entendu par « titulaire » l'entreprise attributaire du marché pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.
Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent chacun une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché, et notifient cette désignation à l'autre partie.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent marché sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché. Ils en informent sans délai l'autre partie en indiquant le nom et les coordonnées professionnelles du nouveau représentant.

2. ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance des systèmes d'aspiration situés dans les ateliers de la Manufacture nationale de Sèvres.

Lieu d'exécution : Sèvres (92310).

Code CPV : 50530000-9 Services de réparation et d'entretien des machines

2.2. Caractéristiques du marché

Le présent marché est un marché de services. En conséquence, il se réfère au CCAG/FCS.

2.3. Allotissement du marché

Le présent marché n'est pas alloti, car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.4. Durée et reconductions des marchés

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement une (1) fois pour une période d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder deux (2) ans.

L'acheteur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre par notification écrite adressée au titulaire au moins trois mois avant l'échéance de la période en cours.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant leur exécution peut se poursuivre jusqu'à six (6) mois au plus tard après la date de fin de validité du marché.

3. ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ

3.1. Forme de l'accord-cadre

Le présent marché est conclu sous la forme d'un **accord-cadre mono-attributaire dit « composite »**. Il comporte une partie correspondant à un marché ordinaire (part forfaitaire) et une partie correspondant à un accord-cadre à bons de commande, tel que réglementé par les articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

- Le marché ordinaire (part forfaitaire) a pour objet l'exécution des prestations de maintenance préventive.

- L'accord-cadre à bons de commande a pour objet l'exécution des prestations de maintenance corrective.

3.2. Commande

Chaque commande sera notifiée par le pouvoir adjudicateur par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins, et dans les conditions définies à l'article 3.7 du CCAG/FCS.

En cas d'urgence, une commande pourra être notifiée au titulaire par courriel d'un représentant du pouvoir adjudicateur dûment habilité. Le bon de commande correspondant sera notifié au titulaire dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception de la commande par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander, avant émission d'un bon de commande, un devis au titulaire afin de déterminer exactement, par application des prix unitaires (et donc selon le temps et/ou la nature des interventions nécessaires) le montant d'un bon de commande. Le titulaire devra transmettre ce devis dans un délai de trois (3) jours à compter de la réception de la demande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. Aucun bon de commande non visé ne doit être pris en charge par le titulaire. Aucune facture correspondant à un bon de commande non signé ne sera payée.

En cas de dénonciation et, de même, à l'échéance normale du terme contractuel du marché, le titulaire conserve la responsabilité de l'exécution des bons de commande notifiés au cours de la période de validité du marché.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

- **Annulation d'une commande**

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur conserve la faculté d'annuler celui-ci. A cette occasion, le pouvoir adjudicateur prend à sa charge les frais que le titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et seulement si le titulaire produit les justificatifs afférents adéquats.

- **Suspension d'une commande**

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de suspendre l'exécution de celui-ci pour une durée maximale de deux (2) mois. A cette occasion, le pouvoir adjudicateur prend à sa charge les frais que le titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et seulement si le titulaire produit les justificatifs afférents adéquats et que la suspension est supérieure à une durée d'un (1) mois.

- **Modification d'une commande**

Si, en cours de validité, il s'avère nécessaire de modifier des termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'une commande modificative soumise aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

- **Défaillance dans l'exécution d'une commande**

En cas de défaillance totale ou partielle dans l'exécution de la commande, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

3.3. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.4. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir à sa charge ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

4. ARTICLE 4 : PROCEDURE

Le présent marché est passé via une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 1° du code de la commande publique.

Le montant prévisionnel du marché est inférieur à 140 000€ HT.

La présente consultation est une procédure ouverte. Les candidats sont invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et leur offre avant l'heure et la date limite indiquées en page de garde du présent document.

5. ARTICLE 5 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles particulières, dont seuls les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi, et leur ordre de priorité sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes, propre à chaque lot :
 - Annexe n°1 : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
 - Annexe n°2 : Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
 - Annexe n°3 : La(les) déclaration(s) de sous-traitance et agrément des conditions de paiement – DC4 (le cas échéant) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le cadre de réponse technique (CRT) du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché et les éventuels actes spéciaux modificatifs.

Le marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. En cas de contradiction entre les stipulations du CCAP et/ou du CCTP et les stipulations contenues dans la proposition du titulaire, ces dernières seront réputées nulles et non écrites.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans le cadre de l'exécution du présent marché, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution des prestations.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

6. ARTICLE 6 : MONTANT DU MARCHE ET PRIX

6.1. Montant du marché

Pour le marché ordinaire :

Les prestations de maintenance seront réglées par application du prix global et forfaitaire.

Pour l'accord-cadre à bons de commande :

Le titulaire sera rémunéré par le pouvoir adjudicateur par application des prix unitaires aux quantités de prestations réellement exécutées par le titulaire.

Le prix des prestations de maintenance corrective sera décomposé en faisant apparaître les coûts de main d'œuvre et de matériel, avec prix unitaires et quantités. En outre, le coût de matériel fera apparaître les prix unitaires publics professionnels des fournisseurs, auxquels un coefficient multiplicateur d'entreprise est appliqué, ainsi que les quantités. En effet, aux prix publics professionnels publiés par ses fournisseurs, le titulaire appliquera le coefficient multiplicateur stipulé dans l'acte d'engagement. Ce coefficient est donc inférieur à UN pour correspondre à une remise, supérieur dans le cas contraire.

6.2. Montant maximum

Pour l'accord-cadre à bons de commande, les prestations à prix unitaires sont conclues sans montant minimum, et avec un montant maximum de 70 000 € HT sur toute la durée du marché, reconductions incluses.

6.3. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, notamment :

- la participation aux réunions et visites,
- les formations du personnel,
- les frais de rédaction, de reprographie et de diffusion de tous les documents à la charge du titulaire,
- les frais afférents aux assurances,
- les frais de main d'œuvre,
- les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du titulaire,
- les frais de secrétariat et d'établissement des mémoires, factures, devis, etc.,
- les frais relatifs aux mesures en matière d'hygiène, de propreté et de sécurité des biens et des personnes,
- les frais relatifs aux mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19,
- les frais de stockage, d'emballage et de livraison des fournitures et matériels,
- les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de ses prestations,

- les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix du marché :

En cas de cotraitance, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

6.4. Variation des prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois Mo, à savoir le mois de remise de l'offre initiale ou, en cas de négociation, de l'offre finale.

6.4.1. Révision des prestations réglées par des prix forfaitaires (sur DPGF)

Les prix peuvent être révisés une fois par an, à la fin de la première période annuelle suivant la date de notification de l'accord-cadre pour la première révision et un an après la première révision pour les révisions suivantes.

La révision s'effectue par application de la formule suivante :

$$P = Po * [0,15 + 0,85 * (I/Io)]$$

Avec :

- P = Prix révisé,
- Po = Prix à la signature de l'accord-cadre pour la 1ère révision et prix de la dernière révision pour les révisions suivantes.
- I = indice « Réparation de machines et équipements mécaniques » N° 010534754 base 2015, publié par l'INSEE et le Moniteur, au moment de la date de révision des prix (date anniversaire de l'accord-cadre).
- Io = indice « Réparation de machines et équipements mécaniques » N° 010534754 base 2015, publié par l'INSEE et le Moniteur, à la date du mois Mo pour la première révision et indice de la dernière révision pour les révisions suivantes.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la valeur d'indice publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le titulaire joindra une copie du tableau de calcul de la révision faisant apparaître les indices appliqués.

La révision s'opère à la baisse ou à la hausse.

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale de l'accord-cadre telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conditions de poursuite de l'accord-cadre.

6.4.2. Révision des prestations réglées par des prix unitaires (sur BPU)

Le bordereau des prix unitaires peut être révisé une fois par an, à la fin de la première période annuelle suivant la date de notification de l'accord-cadre pour la première révision et un an après la première révision pour les révisions suivantes.

La révision peut être proposée par le titulaire, deux (2) mois avant chaque période de reconduction ou date d'anniversaire de l'accord-cadre, par courrier recommandé avec accusé de réception. Les prix sont alors présentés conformément au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximum d'un (1) mois, à compter de la date de réception du nouveau tarif pour l'accepter partiellement ou totalement par courriel.

A défaut, le nouveau tarif est réputé rejeté.

Lorsque le pouvoir adjudicateur accepte le nouveau tarif, il est appliqué à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale de l'accord-cadre telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conditions de poursuite de l'accord-cadre.

6.5. Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les prix sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur. Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différente, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris ou d'inexécution par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

6.6. Monnaie

La monnaie de comptes du présent marché est l'euro.

7. ARTICLE 7 : DÉLAI(S) D'EXÉCUTION

7.1. Délai(s) d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations dépendent du type d'intervention.

7.1.1. Délai d'exécution des opérations de maintenance préventive

Pour les opérations de maintenance préventive, le jour et l'heure d'exécution sont fixés au sein d'un calendrier transmis au maximum trente (30) jours après la notification du marché, dans les modalités prévues à l'article 11 du CCTP.

En cas de modification du créneau d'intervention, le titulaire devra en informer l'acheteur au moins quinze (15) jours précédant la date originellement prévue.

7.1.2. Délai d'exécution des opérations de maintenance corrective

Pour les opérations de maintenance corrective (dépannage et réparation), le titulaire aura l'obligation :

- D'intervenir sous 72 heures (du lundi au vendredi de 08h00 à 18h00) pour procéder à tout dépannage suite à un dysfonctionnement sur les installations ne présentant aucune notion d'urgence ou ne perturbant pas le fonctionnement des services utilisateurs.
- D'intervenir sous 48 heures (du lundi au vendredi de 08h00 à 18h00) pour procéder à tout dépannage suite à un dysfonctionnement sur les installations et perturbant le service fourni aux utilisateurs.
- D'intervenir sous 24 heures en cas d'urgence : la notion d'urgence est qualifiée comme telle par le pouvoir adjudicateur pour la mise en sécurité de l'installation (cas de risques sur les biens et les personnes).

Les modalités d'exécution sont décrites à l'article 12 du CCTP.

La commande sera ensuite régularisée par l'émission d'un bon de commande dans un délai de sept (7) jours à compter de l'accusé de réception de la demande d'intervention.

En cas de retard dans la transmission de ce support, le pouvoir adjudicateur se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard. Il appartiendra au titulaire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

7.2. Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations commandées dans le délai contractuel (fait du pouvoir adjudicateur ou événement de force majeure). Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le titulaire doit signaler par courriel, dans un délai de 24 heures à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, les causes faisant obstacle à l'exécution de la ou des prestations.

8. ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations, objet du présent marché, dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Lors de la délivrance ou de l'exécution des bons de commande, ou lors de l'exécution du marché ordinaire, pour la mise en œuvre de la sous-traitance, le titulaire devra obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant, conformément à la réglementation en vigueur. Pour cela, il lui remettra, complété et signé par lui-même et le sous-traitant concerné, l'acte spécial de sous-traitance, en y joignant les pièces dont la liste sera communiquée par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où la demande d'acceptation du sous-traitant est présentée en cours d'exécution du marché ordinaire ou d'un bon de commande, le titulaire produira également

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché ordinaire ou du bon de commande délivré, le cas échéant, à la demande du titulaire ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'un ou l'autre aura été effectué.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de huit (8) jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du pouvoir adjudicateur empêche l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 12.2 ci-dessous, résiliation du marché.

En complément des dispositions de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, et à celles du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG/FCS. Notamment, le pouvoir adjudicateur notifiera, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Les sous-traitants ne peuvent intervenir qu'après signature et notification par le pouvoir adjudicateur de l'acte spécial de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

9. ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'engagent réciproquement au respect des règles relatives aux obligations de confidentialité et de protection des données personnelles, dans les conditions définies par l'article 5 du CCAG/FCS.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse des Manufactures nationales, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Les Manufactures nationales peuvent demander à tout moment au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'application des stipulations de l'article 12.2 ci-après.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager la responsabilité pénale et civile du titulaire si ce dernier contrevient à cette clause, même au-delà de l'exécution du présent marché.

10. ARTICLE 10 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

10.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification interviennent dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG/FCS, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de la vérification des prestations réalisées pour acceptation.

10.2 Admission, ajournement, réfaction ou rejet des prestations

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 30.2 et 30.4 du CCAG/FCS, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire dispose des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

En cas de contestation, il serait fait appel à un organisme de contrôle agréé et accepté par les parties aux frais du contestataire.

11. ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES COMPTES

11.1. Modalités de règlement du prix

Pour le marché ordinaire :

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision d'admission dans les conditions de l'article 11.8 du CCAG/FCS.

Pour l'accord-cadre à bons de commande :

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision d'admission dans les conditions de l'article 11.8 du CCAG/FCS.

11.2. Demandes de paiement

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG/FCS, la demande de paiement est datée, numérotée et comporte, selon le cas :

- les références du marché et, le cas échéant, les références du bon de commande ;
- le détail et le montant, éventuellement révisé, des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et diminué des réfections le cas échéant ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

La demande de paiement est établie par le titulaire dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la décision d'admission des prestations.

11.3. Factures

Le titulaire transmet sa demande de paiement par voie dématérialisée via CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), dans le respect des dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-7 et D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique.

Les informations nécessaires au dépôt des demandes de paiement sont :

- Rubrique destinataire de la facture :
- Le destinataire est-il l'État ? : non
- Siret : 93910627400011
- Raison sociale : Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national
- Code service : Sèvres
- Libellé service : sans objet
- Rubrique références :
- Numéro d'engagement : information non obligatoire
- Numéro du marché : information non obligatoire

11.4. Délais de paiement

Le délai de paiement des sommes dues est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans le délai fixé ci-avant donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus. Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

11.5. Paiement en cas de sous-traitance

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée et les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

11.6. Paiement en cas de co-traitance

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

11.7. Clause de financement et de sûreté

11.7.1. Avance

En application de l'article R. 2191-3 du CCP, l'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

En application de l'article R. 2191-7 du CCP, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

11.7.2. Acompte

Aucun acompte n'est prévu.

11.7.3. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée au titulaire.

11.7.4. Cession ou nantissement

Il ne sera pas délivré, par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS, d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité pour cession de créance ou nantissement, lors de la notification du marché au titulaire. En revanche, le pouvoir adjudicateur remettra sans frais au titulaire à sa demande pour le marché ordinaire et/ou pour chacun des bons de commande qui seront notifiés, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir les créances résultant du marché ordinaire et/ou des bons de commande. La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché ordinaire et/ou des bons de commande par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

12. ARTICLE 12 : CLAUSES DE REEXAMEN

Par application des dispositions des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du code de la commande publique, et en complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres stipulations du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

12.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité ou cession de contrat,
- liquidation judiciaire,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles et techniques, économiques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de l'attribution du marché. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

En cas d'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution, les conséquences seraient :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :

- dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

12.2. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG/FCS.

12.3. Modification des installations

En cours d'exécution du marché, le nombre d'installations à entretenir pourra être modifié, en plus ou moins, pour les motifs suivants :

- Suppression ou ajout d'une ou de plusieurs installations, quelle que soit la raison ;
- Modification ou rénovation d'une installation engendrant le changement des caractéristiques principales.

A chaque modification, un avenant au marché sera établi. Ce dernier précisera, notamment la date d'effet de la modification et le nouveau prix de base de la maintenance préventive déterminé à partir de la DPGF annexée à l'acte d'engagement. La date de fin du ou des avenants sera celle du marché.

13. ARTICLE 13 : PÉNALITÉS

13.1. Pénalités

Si le pouvoir adjudicateur demande l'application des pénalités décrites ci-dessous et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

13.1.1. Pénalité pour retard ou défaut d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, le titulaire subira sur ses créances, des pénalités forfaitaires dont le montant est fixé à :

Défaut constate	Délais en jour calendaire	Pénalités
Retard dans l'exécution des prestations de maintenance préventive	Selon calendrier d'exécution	50 € (cinquante euros) par jour de retard / défaut constaté
Défaut mineur dans l'exécution des prestations de maintenance préventive (ex : mauvais nettoyage)	Trois (3) jours à réception de la demande notifiée par le pouvoir adjudicateur	30 € (trente euros) par jour de retard / défaut constaté
Défaut important dans l'exécution des prestations de maintenance préventive (ex : un organe non contrôlé)	Deux (2) jours à réception de la demande notifiée par le pouvoir adjudicateur	50 € (cinquante euros) par jour de retard / défaut constaté
Défaut grave dans l'exécution de la maintenance préventive (ex : un organe de sécurité non contrôlé, non respect des conditions d'hygiène et de sécurité)	Un (1) jour à réception de la demande notifiée par le pouvoir adjudicateur	100 € (cent euros) par jour de retard / défaut constaté
Retard dans les interventions pour dépannage (maintenance corrective)	Retard par rapport aux délais obligatoires d'intervention imposés au CCTP	50 € (cinquante euros) par jour de retard / équipement
Retard dans la fourniture du rapport annuel	Retard par rapport au délai imposé au CCTP	30 € (trente euros) par jour de retard
Absence d'envoi du calendrier annuel des opérations de maintenance préventive	Retard par rapport au délai imposé au CCTP	30 € (trente euros) par jour de retard
Retard dans la communication du dossier d'identité	Retard par rapport au délai imposé au CCTP	30 € (trente euros) par jour de retard
Absence de rapport de visite ou incorrectement rempli	Retard par rapport au délai imposé au CCTP	5 € (cinq euros) par jour de retard ou par défaut / rapport
Absence de carnet d'entretien ou incorrectement rempli	Retard par rapport au délai imposé au CCTP	5 € (cinq euros) par jour de retard ou par défaut / carnet
Retard dans la communication de la liste nominative du personnel d'intervention	Retard par rapport au délai imposé au CCTP	30 € (trente euros) par jour de retard
Absence de communication de la liste nominative du personnel d'intervention mise à jour	-	30 € (trente euros) par manquement
Retard dans la remise en état de propreté des lieux	A l'issue de l'intervention de maintenance	30 € (trente euros) par jour de retard / défaut
Relevé de défauts maintenance suite à audit	Non levée des réserves dans le délai défini par le pouvoir adjudicateur	30 € (trente euros) par jour de retard / défaut non levé
Sous-traitance	Sous-traitance non déclarée cet/ou en dehors des délais	1.000 € (mille euros) par manquement
Absence aux réunions	Par constat	50 € (cinquante euros) par constat

Compte-rendu de réunion	Retard par rapport au délai imposé au CCTP	30 € (trente euros) par jour de retard
Cadre de réponse technique	Non respect d'une disposition du cadre de réponse technique	100 € (cent euros) par manquement constaté
Devis	Retard par rapport au délai imposé dans le CCAP	30 € (trente euros) par jour de retard
Attestation d'assurance	Retard par rapport au délai imposé au CCAP	30 € (trente euros) par jour de retard
Restitution des documents en fin du marché	Retard par rapport au délai imposé au CCTP	100 € (cent euros) par jour de retard
Plan de prévention	Retard par rapport au délai imposé au CCTP	30 € (trente euros) par jour de retard
Bordereaux de traitement des déchets	Retard par rapport au délai imposé au CCTP	30 € (trente euros) par jour de retard
Détériorations	Détériorations d'installations, matériels, de peinture sur revêtement de sol, portes, murs, etc.	Remboursement de l'intégralité du coût des travaux de remise en état sur présentation d'un devis ou 400,00 € par constat

13.1.2. Pénalité pour faute grave

Les pénalités pour faute grave, pouvant mettre en cause la sécurité des personnes, feront l'objet d'un examen particulier. Les fautes graves concernent prioritairement les obligations contractuelles ayant des répercussions sur la sécurité des intervenants et des utilisateurs. En dehors des poursuites judiciaires et/ou de la résiliation sans préavis du marché aux torts exclusifs du titulaire, si le titulaire commet une faute grave, volontaire ou non, de nature ou de manière à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité essentiels, il sera appliqué une pénalité équivalente au prix annuel de la maintenance préventive de l'installation concernée.

La pénalité prévue à cet article est imputable sur le montant de la facture du trimestre suivant l'anomalie constatée ou sous forme d'un avoir séparé. A défaut, le titulaire devra s'acquitter d'une facture émise par le pouvoir adjudicateur dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de sa réception. A défaut, le titulaire devra verser les intérêts moratoires, tels que définis à l'article 11.4.

Cette pénalité n'est pas exclusive de dommages intérêts dont pourrait se prévaloir le pouvoir adjudicateur à l'encontre du titulaire défaillant.

13.1.3. Délai de carence

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire prendre, aux frais du titulaire, les mesures nécessaires pour assurer par d'autres moyens la marche normale des installations, si les désordres constatés et décrits dans les articles précédents perdurent plus de deux (2) jours consécutifs après la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur : ce dernier en avertira le titulaire par l'envoi d'une deuxième notification.

En outre, si le titulaire n'est pas en mesure d'apporter une solution totale aux dysfonctionnements précédemment évoqués, dans un délai d'une (1) semaine après

réception de la deuxième notification, le pouvoir adjudicateur pourra alors résilier tout ou partie du marché par l'envoi d'une troisième notification : le titulaire ne pourra alors exiger aucune indemnité, les carences relevées étant assimilables à une faute grave.

Enfin, quelle que soit la procédure engagée, les pénalités continuent de s'appliquer tant que la situation n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ou tant que le présent marché n'est pas résilié.

13.2. Modalités de recouvrement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire est exonéré des pénalités lorsque leur montant total ne dépasse pas 300,00 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités se cumulent entre elles.

Les pénalités sont applicables de plein droit sans mise en demeure préalable et ne représentant aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles, notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités. L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle, et notamment de faire résilier tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de cotraitants (groupement solidaire ou conjoint), les pénalités sont, sauf stipulation différente mentionnée comme telle dans la proposition, notifiées au mandataire à qui il appartient de les répartir éventuellement entre les cotraitants et qui demeure responsable de leur paiement.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités s'opère par un décompte fait sur tout montant dû au titulaire, au titre du présent marché, réglé à terme échu par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur peut également recouvrer les pénalités, le cas échéant, par l'émission d'un titre de recettes.

Les pénalités seront plafonnées à cinquante pour cent (50%) du prix du marché ordinaire. Si le montant des pénalités s'élève sur un exercice complet à plus de cinquante pour cent (50%) du prix du marché ordinaire, le cas échéant révisé, le présent marché sera résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans aucune indemnité pour le titulaire.

14. ARTICLE 14 : ASSURANCES

Le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation dans les conditions fixées par le règlement de la consultation, ou de la notification du marché dans les conditions de l'article 9.2 du CCAG/FCS, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent à quel que titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants éventuels, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés au tiers, y compris au pouvoir adjudicateur du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité éventuelle. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du marché et le titulaire, ou

chacun des cotraitants, devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. En cours d'exécution du marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le titulaire s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

Le titulaire, ou chaque cotraitant, s'engage à obtenir de ses sous-traitants éventuels la justification de la souscription des assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

15. ARTICLE 15 : REPARATION DES DOMMAGES

Conformément à l'article 8 du CCAG-FCS, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par les Manufactures nationales, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge des Manufactures nationales.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute des Manufactures nationales, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues.

Le Titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

16. ARTICLE 16 : RESILIATION

En cas de résiliation du marché, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations commandées dans la période allant de la notification de la décision de résiliation à la date d'effet de celle-ci.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

16.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 du CCAG/FCS, et par dérogation à cet article, aucune indemnisation forfaitaire ne sera versée au titulaire. Cette résiliation pour motif d'intérêt général sans indemnisation forfaitaire ne fait toutefois pas obstacle à la mise en œuvre de l'éventuelle indemnité liée aux frais et investissements telle que définie à l'article 42 du CCAG/FCS.

16.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG/FCS. La décision de résiliation le mentionnera

expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 43.5 du CCAG/FCS, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En complément à l'article 32 du CCAG/FCS, en cas de non production dans les huit (8) jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire, restée sans effet dans un délai fixé à huit (8) jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- Il est précisé que l'inexactitude des renseignements relatifs aux interdictions de soumissionner aux marchés publics, tels que mentionnés dans le code de la commande publique, entraîne, par décision du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, la résiliation du présent marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire.
- En cas de non-respect, par le titulaire, ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article 10 ci-avant, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, ou cotraitant, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire, ou le cotraitant, dispose de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.
- Le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement le marché pour faute du titulaire, à ses frais et risques, en cas de manquements aux stipulations contractuelles sur le traitement des données personnelles. Par ailleurs, en cas de non-respect du RGPD, le pouvoir adjudicateur et le titulaire encourront chacun au titre de leur manquement respectif une amende administrative, étant précisé qu'ils seront solidairement responsables du dommage causé par le traitement vis-à-vis de la personne concernée.
- Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché (notamment les frais de publicité), après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.
- Si le montant des pénalités s'élève sur un exercice complet à plus de cinquante pour cent (50%) du montant annuel du marché ordinaire, le cas échéant révisé.

16.3. Résiliation pour événements extérieurs au marché

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG/FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire, et acceptées par le pouvoir adjudicateur, sera rémunérée avec un abattement de cinq pour cent (5%). Toutefois, dans le cas de résiliation suite décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations seront réglées sans abattement.

16.4. Clauses de sauvegarde

16.4.1. Variations de prix

Si, pendant la durée du marché, les prix subissent, dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-dessus, une révision de plus de trente pour cent (30%), chacune des parties pourra

demander la renégociation du marché au terme de l'exercice en cours. Si la renégociation qui s'en suit n'aboutissait pas dans un délai de six (6) mois, le marché pourra être résilié sans indemnité.

16.4.2. Prestations hors marché

Pour des prestations de maintenance corrective, dont le montant estimé est supérieur à 10.000,00 euros HT, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de lancer une consultation avec publicité et mise en concurrence préalables.

17. ARTICLE 17 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

17.1. Lutte contre le travail dissimulé

17.1.1. Dispositif de vigilance

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le titulaire transmet tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de son (ses) sous-traitant(s) éventuels.

17.1.2. Dispositif d'alerte

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui en joint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le titulaire dispose d'un délai de deux (2) mois pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire.

17.2. Emplois de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, si le titulaire a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet au pouvoir adjudicateur tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés (articles L.1261-1 et suivants). Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France. Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

18. ARTICLE 18 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les Manufactures nationales et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent à respecter la réglementation applicable aux

traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par les Manufactures nationales, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données des Manufactures nationales dont les coordonnées seront transmises à la notification du marché.

Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées aux Manufactures nationales à la notification du marché.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, les Manufactures nationales et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

19. ARTICLE 19 : LITIGES

Les Manufactures nationales et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché.

L'article 46 du CCAG-FCS s'applique.

Tout litige né de l'exécution du présent marché et à défaut d'accord amiable, relève du droit français et de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Paris :

7 rue de Jouy
75181 PARIS (France) Cedex 04

Par dérogation à l'article 37.3 du CCAG/FCS, le délai de réponse à compter de la réception du mémoire de réclamation au-delà duquel le titulaire se voit opposer une décision de rejet tacite est de trois (3) mois.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

20. ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS concerné	Objet
Art. 4	Art. 4.1	Pièces constitutives du marché
Art. 4	Art. 4.2.1	Notification du marché
Art. 6.2	Art. 13.3	Prolongation du délai d'exécution
Art. 10.1	Art. 22.2.2	Opérations de vérification
Art. 10.1	Art. 22.3	Opérations de vérification
Art. 10.2	Art. 25.2.1	Admission, ajournement, réfaction ou rejet des prestations
Art. 10.2	Art. 25.4	Admission, ajournement, réfaction ou rejet des prestations
Art. 10.9.4	Art. 4.2	Cession ou nantissement
Art. 12.2	Art. 3.5	Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution
Art. 13.1.1	Art. 14.1	Pénalité pour retard ou défaut d'exécution
Art. 13.2	Art. 14.1.3	Modalités de recouvrement des pénalités

Art. 16.1	Art. 33	Résiliation pour motif d'intérêt général
Art. 16.2	Art. 34.5	Résiliation du marché aux torts du titulaire
Art. 19	Art. 37.3	Litiges

*** Fin du document ***